RCS : CRETEIL
Code greffe : 9401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CRETEIL atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1996 B 00676
Numéro SIREN : 404 126 310
Nom ou dénomination : ABAC DOMICILIATION ASSISTANCE BUREAUTIQUE ADMINISTRATIVE ET COMMERCIALE

Ce dépôt a été enregistré le 02/05/2013 sous le numéro de dépôt 6631

MF 06-12 d 13
06 -

562676

ABAC DOMICILIATION

S.A.R.L. AU CAPITAL DE 21 000 EUROS
Siège social : 8, rue d'Estienne d'Orves 94000 CRETEIL
RCS CRETEIL 404 126 310

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 19 AVRIL 2013

DÉPÔT AU GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE DE CRÉTEIL
LE 02 MAI 2013
SOUS LE N° 6631

ORDRE DU JOUR :

Modification de l'objet social

ETAIENT PRESENTS :

M. ZANCHI Patrice
demeurant : 57, rue de l'Espérance 94380 Bonneuil sur Marne
né le : 25 février 1958 à Remiremont (Vosges)
de nationalité française - Célibataire

Mademoiselle ROBIN Pascale
demeurant : 57, rue de l'Espérance 94380 Bonneuil sur Marne
née le : 30 mars 1958 à Chaumont (Haute-Marne)
de nationalité française - Célibataire

Représentant ensemble 500 parts soit 100 % du capital.

PREMIERE RESOLUTION

Il a été décidé à l'unanimité des associés de modifier l'objet social, à compter de ce jour et de rajouter :

- Commerce de gros et de détail, vente hors magasin, vente sur Internet de bonbons, sucre, chocolat confiserie, compléments alimentaires bio, produits cosmétiques bio, produits ménagers bio.
- Commerce de gros et de détail, vente hors magasin, vente sur Internet de vêtements hommes, femmes, enfants, maroquinerie, chaussures, accessoires de mode.

Pour l'activité de vente de bonbons, sucre, chocolat, confiserie, les associés décident de prendre comme noms commerciaux : MAGIC BONBON et ALLO BONBON

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

En conséquence, les associés décident de modifier l'article 2 des statuts.

DEUXIEME RESOLUTION

Il a été décidé à l'unanimité des associés de créer un établissement secondaire afin d'exploiter l'activité de courtage d'assurances, à compter de ce jour, au :

480, clos de la Courtine - Immeuble Cental II

93470 NOISY LE GRAND

TROISIEME ET DERNIERE RESOLUTION

Il est donné tous pouvoirs au porteur de la présente en vue d'effectuer toutes les formalités relatives à la modification de la société.

ZANCHI Patrice



ROBIN Pascale



ABAC DOMICILIATION

Assistance Bureautique Administrative et Commerciale
E.U.R.L. au capital de 50 000 francs
Siège social : 8, rue Estienne d'Orves
94000 CRETEIL

STATUTS

LE SOUSSIGNE :

Monsieur Patrice ZANCHI

demeurant 186, boulevard Henri Barbusse 91210 DRAVEIL

né le 25 février 1958 à REMIREMONT (Vosges)

et déclarant ne pas être associé unique d'une autre
Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée,

a établi, ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée,
qu'il a décidé d'instituer sous forme d'Entreprise Unipersonnelle.

Statuts mis à jour
et certifiés conformes
par le gérant
le 19/04/2013

ENREGISTRE A CRETEIL
LE - 7 MAI 1996 Bord. N° 2276
REÇU : cinq cents francs

MM. LACOUX

Greffe du Tribunal de Commerce de Creteil : dépôt N°6631 en date du 02/05/2013

ARTICLE 1er – FORME

La société est à responsabilité limitée. Elle est régie par la Loi du 24 juillet 1966, par les textes modificatifs, ainsi que par les présents statuts.

Elle comporte un seul associé, propriétaire de la totalité des parts ci-après créées.

Elle pourra à toute époque exister entre plusieurs associés et devenir pluripersonnelle par suite de cessions ou transmissions totales ou partielles des parts sociales.

Elle pourra également à toute époque revêtir à nouveau son caractère d'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée par suite de la réunion de toutes les parts sociales en une seule main.

ARTICLE 2 – OBJET

La société a pour objet :

- La prestation, l'assistance, le conseil tant administratif que commercial, la domiciliation de toutes entreprises artisanales, commerciales et industrielles.
- Courtage en assurances, intermédiaire en factoring, intermédiaire en prêts bancaires, immobiliers et hypothécaires.
- Commerce de gros et de détail, vente hors magasin, vente sur Internet de bonbons, sucre, chocolat confiserie, compléments alimentaires bio, produits cosmétiques bio, produits ménagers bio.
- Commerce de gros et de détail, vente hors magasin, vente sur Internet de vêtements hommes, femmes, enfants, maroquinerie, chaussures, accessoires de mode.
- La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières, et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

ARTICLE 3 – DENOMINATION SOCIALE

La dénomination de la société est :

ABAC DOMICILIATION

Assistance Bureautique Administrative et Commerciale

Tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots : "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L.", et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 8, rue d'Estienne d'Orves 94000 CRETEIL

Il pourra être transféré partout ailleurs en vertu d'une décision de l'associé unique.

ARTICLE 5 – DURÉE

La durée de la société est fixée à quatre-vingt dix-neuf années (99), à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution ou de prorogation prévus dans les présents statuts.

ARTICLE 6 – APPORTS

Monsieur Patrice ZANCHI associé unique apporte à la société la somme de **CINQUANTE MILLE FRANCS** (50 000 F) en numéraire.

Cette somme a été, dès avant ce jour, déposée à un compte ouvert au nom de la société en voie de formation au **CIC Paris 50-52 rue du Général Leclerc 94000 Créteil,** ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par ladite banque le 01/02/1996.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social d'origine est fixé à la somme de Cinquante Mille Francs (50 000 F), soit Sept Mille Six Cents Vingt-deux Euros et Quarante cinq Centimes (7 622,45 €) et divisé en parts égales de 100 Francs, soit 15,24 Euros chacune, intégralement libérées, numérotées de 1 à 500, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux en proportion de leurs apports respectifs, de la manière suivante :

M. ZANCHI Patrice
à concurrence de 250 parts numérotées de 1 à 250, ci ..... **250 parts**

Mlle ROBIN Pascale
à concurrence de 250 parts numérotées de 251 à 500, ci ..... **250 parts**

TOTAL ..... 500 parts

ARTICLE 8 – MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision de l'associé unique, ou par assemblée générale extraordinaire des associés, en cas de pluralité d'associés.

Toutefois, la réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne pourra être faite que sous la condition suspensive, soit d'une augmentation de capital ayant pour effet de le porter au minimum légal, soit de la transformation de la société en société d'une autre forme.

A défaut, tout intéressé pourra demander en justice la dissolution de la société.

La dissolution ne pourra être prononcée si au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 9 – PARTS SOCIALES

1. Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

Leur propriété résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient les modifier et des cessions ou mutations ultérieures régulièrement consenties et publiées.

2. En cas de pluralité d'associés les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés à l'égard de la société par un mandataire unique choisi parmi l'un d'eux. Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives autres que celles relatives à l'affectation des résultats.

ARTICLE 10 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1. Les cessions de parts sont constatées par un acte authentique ou sous seing privé. Pour être opposables à la société, elles doivent être acceptées par elle dans un acte authentique ou lui être signifiées par exploit d'huissier. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par la Gérance d'une attestation de ce dépôt. Pour être opposables aux tiers, les cessions doivent faire en outre l'objet d'un dépôt en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

2. Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

3. En cas de décès de l'associé unique, la société continue de plein droit entre ses ayants-droit et/ou héritiers et, le cas échéant, son conjoint survivant. En cas de dissolution de la communauté de biens existant entre l'associé unique, et son conjoint, la Société continue, soit avec un associé unique, si les parts sont attribuées en totalité à l'un des époux, soit avec les deux associés, si les parts sont partagées entre les époux.

4. En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre les associés et entre conjoints, ascendants ou descendants, même si le conjoint, ascendant ou descendant cessionnaire n'est pas associé.

Elles ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit à des tiers non associés qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

ARTICLE 11 - DECES - INTERDICTION - FAILLITE D'UN ASSOCIE

La Société n'est pas dissoute lorsqu'un jugement de liquidation judiciaire, la faillite personnelle, l'interdiction de gérer ou une mesure d'incapacité est prononcée à l'égard de l'associé unique. Elle n'est pas non plus dissoute par le décès de l'associé unique. Mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un Gérant, il emportera cessation de ses fonctions de Gérant.

ARTICLE 12 - NOMINATION ET POUVOIRS DES GERANTS

1. La société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non, nommées avec ou sans limitation de durée par décision de l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Le premier gérant est désigné soit dans les statuts, soit par acte séparé.

Le premier gérant nommé pour une durée illimitée est :
Monsieur Patrice ZANCHI, associé unique,
demeurant 186, boulevard Henri Barbusse 91210 DRAVEIL.

Sa rémunération sera fixée ultérieurement.

2. Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des Gérants sont déterminés dans leur étendue et dans leurs effets par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

3. La rémunération du ou des Gérants est fixée par une décision de l'associé unique ou par décision ordinaire de la collectivité des associés.

4. Les devoirs, obligations et responsabilités du ou des Gérants sont déterminés par les textes législatifs et réglementaires en vigueur. Sauf dispositions contraires de la décision qui les nomme, le ou les Gérants ne sont tenus de consacrer que le temps nécessaire aux affaires sociales.

ARTICLE 13 - CESSATION DE FONCTIONS DES GERANTS

Le ou les gérants sont révocables par décision dûment motivée de l'associé unique ou des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Le décès ou la cessation des fonctions de gérant n'entraîne pas la dissolution de la société.

ARTICLE 14 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être nommés. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les Commissaires aux Comptes sont désignés pour six exercices.

ARTICLE 15 - DECISION DE L'ASSOCIE

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à l'Assemblée des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par lui et répertoriés dans un registre coté et paraphé dans les mêmes conditions que les registres d'Assemblées.

ARTICLE 16 - DECISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts dont il dispose.

Les décisions collectives sont prises dans les conditions prévues par la Loi du 24 juillet 1966 et les textes subséquents.

ARTICLE 17 - DROIT DE COMMUNICATION DE L'ASSOCIE OU DES ASSOCIES

Indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, l'associé unique non gérant peut, à toutes époque, prendre lui-même, au siège social, connaissance des documents prévus par la loi et concernant les trois derniers exercices sociaux.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ASSOCIE OU UN GERANT

1. Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associé, doivent faire l'objet des procédures d'approbation et de contrôle prévues par la loi. Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont l'associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée. Elles ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.

2. Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'associé unique.

3. La procédure de contrôle ne s'applique pas aux conventions conclues par l'associé unique, gérant ou non; toutefois, le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou à défaut le gérant non associé, doivent établir un rapport spécial.

4. Les conventions conclues par l'associé unique ou par le gérant non associé doivent être mentionnées dans le Registre des décisions de l'associé unique.

5. A peine de nullité du contrat, il est interdit à la gérance ou à tout associé, autre qu'une personne morale, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements avec les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Elle s'applique également aux conjoints, ascendants ou descendants des personnes visées ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 19- EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

1. L'année sociale commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice commencera à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés et sera clos le 31 décembre 1996.

2. Les comptes annuels, l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux sont établis par le ou les gérants et, éventuellement, par le Commissaire aux Comptes, conformément aux lois et règlements en vigueur.

3. L'associé unique ou la collectivité des associés approuvent les comptes annuels et décident l'affectation du résultat dans les six mois de la clôture de l'exercice social. Lorsque l'associé unique n'est pas gérant, le rapport de gestion, les comptes annuels, le texte des décisions à prendre et, le cas échéant, le rapport du Commissaire aux Comptes, lui sont adressés par la gérance avant l'expiration du cinquième mois suivant celui de la clôture de l'exercice social. A compter de cet envoi, l'inventaire est tenu au siège social, à la disposition de l'associé unique non gérant, qui peut en prendre copie.

ARTICLE 20 - BENEFICE DISTRIBUABLE - DIVIDENDES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

Sur ce bénéfice diminué le cas échéant des pertes antérieures, sont prélevées tout d'abord les sommes à porter en réserve en application de la loi.

Ainsi, il est prélevé 5 pour 100 pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social, il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est attribué à l'associé unique ou, le cas échéant, distribués aux associés proportionnellement au nombre de parts possédées. Les modalités de mise en paiement des dividendes sont décidées par l'associé unique. Le paiement des dividendes doit intervenir dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

De même, l'associé unique peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. Pareillement, l'associé unique peut affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie. Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

ARTICLE 21 - PROROGATION

Un an au moins avant l'expiration de la durée de la société, l'associé unique doit décider s'il y a lieu de proroger la société.

ARTICLE 22 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'associé unique décide dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution de la société n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égales à la moitié du capital social.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

En cas d'inobservation des prescriptions qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 23 - TRANSFORMATION

La société peut être transformée en société d'une autre forme si elle comporte le nombre minimum d'associés requis pour la forme de société qu'elle entend adopter.

La décision de transformation est prise par la collectivité des associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts.

Toutefois, la transformation en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions exige l'unanimité des associés.

La transformation en Société Anonyme ne peut être décidée si la société n'a pas établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices sociaux.

Toutefois, et sous ces réserves, elle peut être décidée par les associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent le montant fixé par la loi.

La décision de transformation en Société Anonyme est précédée des rapports des Commissaires déterminés par la loi. Le Commissaire aux Comptes de la société peut, sur décision unanime des associés, être désigné comme Commissaire à la Transformation.

Les associés doivent statuer sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers, ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité.

A défaut d'approbation expresse des associés, mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

ARTICLE 24 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

1. La société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire de sa durée, sauf prorogation régulière, et à la survenance d'une cause légale de dissolution.

2. Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

En présence de plusieurs associés, la société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution, quelle qu'en soit la cause. La liquidation s'effectue dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

ARTICLE 25 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation entre la société et l'associé unique ressortiront des tribunaux compétents.

ARTICLE 26 - ACTES SOUSCRITS AU NOM DE LA SOCIETE EN FORMATION

Monsieur Patrice ZANCHI, associé unique, a annexé aux présents statuts un état énumérant les actes accomplis avant leur signature pour le compte de la société en formation avec l'indication pour chacun d'eux, des engagements qui en résulteront pour le compte de la société.

L'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés emportera de plein droit la reprise par la société desdits actes ou engagements.

Par ailleurs, Monsieur Patrice ZANCHI, associé unique, et seul gérant, agira au nom de la société en formation, jusqu'à son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. En conséquence, il passera les actes et prendra les engagements suivants pour le compte de la société ABAC Domiciliation.

Ces actes et engagements se trouveront repris par la société du seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 27 - PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi, et notamment accomplir les formalités de publicité légale.

Fait à CRETEIL
EN QUATRE EXEMPLAIRES
Le 2 février 1996

Monsieur Patrice ZANCHI

